

# PRESS RELEASE

---



# DJIBOUTI

---

**STATEMENT BY**

**H. E. MR. MOHAMED SIAD DOUALEH**

**AMBASSADOR, PERMANENT REPRESENTATIVE**

**TO THE UNITED NATIONS**

**BEFORE THE SECURITY COUNCIL**

**ON**

**“COUNTERING THE NARRATIVES AND IDEOLOGIES OF TERRORISM”,**

**IN CONNECTION WITH THE AGENDA ITEM ON**

**“THREATS TO INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY CAUSED BY  
TERRORIST ACTS”**

**On MAY 11, 2016**

***CHECK AGAINST DELIVERY***

Mr President,

My delegation joins other delegations in congratulating the sisterly delegation of the Arab Republic of Egypt on its assumption of the Presidency of the Security Council for the month of May and for the initiative taken to hold this important debate on “countering the narratives and ideologies of terrorism”.

My delegation aligns itself with the statement made by the Ambassador of Kuwait as Chairman of the OIC Member States in New York.

I’m confident that this open debate will give us yet another opportunity to better comprehend a phenomenon that has led to emergence of ISIL, BOKO-HARAM, ALQAIDA, and AL SHEBAB which poses a serious threat to international peace and security, thus unveiling decades of economic gains in many parts of the world.

It will offer us not just to understand how ISIS successfully attracted about 36 000 foreign fighters from more than 100 countries, established an effective terrorist network with capacity and created an online apparatus aimed at spreading message of hatred and destruction and mobilizing impressionable individuals, It will also help us to identify additional steps and measures to address the drivers and enablers of violent extremism.

**Monsieur le Président,**

Il ne fait plus aucun doute que les conséquences néfastes des agissements des groupes se revendiquant d'idéologies extrémistes ne se limitent aucunement à un espace national ou régional mais transcendent les frontières et affectent le monde entier.

Il est donc fondamental que puisse être élaborée une réponse forte, cohérente et coordonnée impliquant conjointement les forces vives de chaque Etat, les organisations sous régionales, régionales et internationales.

**Monsieur le Président,**

La région de l'Afrique de l'Est à laquelle appartient mon pays a été l'une des premières, dès le début des années 90, à être victime d'attaques terroristes commis par les Groupes véhiculant les idéologies extrémistes tels que Al-Qaïda et Al-Shabab qui ont fait allégeance à l'Etat Islamique.

Pendant longtemps, les peuples de Corne de l'Afrique ont résisté à la pénétration des idéologies extrémistes. Sous les assauts continus de ces groupes, notre région fait malheureusement aujourd'hui partie d'un des épicyentres du continent africain.

**Monsieur le Président,**

La thématique au centre de notre présente rencontre qui porte sur les voies et moyens de contrecarrer le discours du terrorisme et de l'extrémisme violent et par la même l'action des groupes terroristes démontre que les défis auxquels nous sommes confrontés sont tout à la fois sécuritaires et intellectuels.

**L'objectif des extrémistes radicaux est d'installer ce que certain auteurs ont appelé « une civilisation panique » ou chaque acte terroriste non seulement anéantit la vie d'innocents civils mais engendre aussi « un vaste nombre d'otages vivants mais terrifiés ».**

**Leur objectif est connu, notre détermination doit être sans limite**

**Monsieur le Président,**

Concomitamment aux actions entreprises au travers des organisations telles que l'IGAD ou l'OCI visant à prévenir et à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, les Etats de la région, ont très rapidement pris la mesure de l'importance d'amorcer les consultations afin de développer une stratégie visant à contrecarrer les idées et discours véhiculés par les mouvances extrémistes.

C'est dans cette perspective que nous avons décidé d'un commun accord de créer un centre régional dédié à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent qui se situera à Djibouti.

**En outre, dès 2014 et 2015, sous l'impulsion du Président Ismail Omar Guelleh, se sont tenus les 2ème et 3ème forum régional des Oulémas de l'Afrique de l'Est dont l'objectif majeur était de poser les jalons de réflexions allant participer d'une part, à l'élaboration de politiques à la fois proactives et préventives pour faire face à la montée des discours extrémistes et d'autre part à l'exploration des voies et moyens les plus pertinents afin de les vulgariser et par conséquent décrédibiliser les personnes et groupes porteurs de ces types de messages.**

Il est opportun de mettre en exergue que les conclusions de ces assises ont clairement souligné l'importance de l'identification d'outils méthodologiques pour mieux faire face aux phénomènes du terrorisme et de l'extrémisme violent.

En ce qui concernait le "public cible" il a été souligné qu'une attention particulière devait être accordée aux jeunes afin de les prémunir contre les dangers de l'extrémisme car ils constituent l'une des catégories les plus vulnérables à ces discours.

En effet, les victimes de l'embrigadement idéologique de ces groupes sont souvent des personnes caractérisées soit par une vulnérabilité intellectuelle (en ce qui concerne leur méconnaissance des préceptes religieux) soit souffrant d'une vulnérabilité sociale et qui sont exploitées afin de servir les sinistres desseins des groupes terroristes.

Parallèlement à ce travail intellectuel visant à une meilleure compréhension des préceptes religieux, il est également important de renforcer le rôle des institutions sociales et des incubateurs éducatifs dans l'encadrement de la jeunesse en accordant une attention au rôle des médias dans l'éducation et dans la clarification des finalités et des objectifs de la religion.

En somme, il s'agit de mettre l'accent sur des traitements intégrés qui combinent les politiques éducatives, les politiques de développement socio-économique, la révision et l'élaboration des textes juridiques.

L'éducation est un dispositif central qui doit permettre une immunisation de la pensée contre les discours extrémistes et contre l'incitation à la haine et à la violence.

Pour cela il est donc nécessaire d'opter une approche basée sur un dialogue constructif, tout revitalisant le rôle des acteurs religieux dans la bonne compréhension et dans la diffusion d'idéaux fondés sur la tolérance et la modération.

**Monsieur le Président,**

Le début de cette année a été sanglant et ponctuée d'une série d'attentats terroristes odieux à travers le monde et cela doit marquer le nouvel élan décisif de la mobilisation internationale contre le phénomène de l'extrémisme violent.

L'adoption du plan d'action du Secrétaire Général visant à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent, doublé, du prochain examen de la stratégie antiterroriste mondiale constitueront une opportunité sans précédent pour la communauté internationale.

Aujourd'hui, la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent passent incontestablement par un raffermissement de la Coopération internationale.

Il est plus que temps que les états membres s'entendent sur la nécessité et la valeur stratégique d'une communication intégrant pleinement un discours alternatif contrecarrant les messages extrémistes et violents.

Dans l'élaboration de ces plans stratégiques spécifiques aux pays et aux régions touchés par le terrorisme et l'extrémisme violent, les contributions des sociétés civiles et des leaders religieux seront déterminantes.

**Dans cette perspective, Il nous semble important que la stratégie de riposte que devons élaborer donne un écho particulier à la voix et aux témoignages des victimes de l'extrémisme violent ainsi que celle des combattants extrémistes repentis.**

**En effet, la contribution de ces derniers pour la démobilisation et la réhabilitation des recrues sera essentielle et jettera un éclairage particulier sur le processus psychologie qui leur a permis de se défaire de la passion mortifère qui les animait.**

Enfin, en terme de participation des partenaires, il est primordial de pouvoir disposer du plein appui des fournisseurs d'accès internet et des propriétaires des réseaux sociaux. Le droit à la liberté d'expression de chacun doit être mis en balance avec la nécessité de protéger des personnes vulnérables à l'incitation à la haine, à la discrimination et à la violence.

**Monsieur le Président,**

Ma délégation tient à insister sur le fait que l'extrémisme violent et les actes terroristes qui s'en suivent ne sauraient être associés à aucune religion, race, culture ou encore société.

Il est tout aussi important que dans la lutte contre les phénomènes que sont le terrorisme et l'extrémisme violent, on puisse sauvegarder la promotion et la protection des droits de l'homme.

A cet égard la promotion d'une culture de tolérance et de modération dans toutes les sociétés contribuera à la protection des minorités y compris religieuses.

Ainsi ma délégation déplore et rejette l'islamophobie grandissante et rampante dans de nombreux pays **aiguisée et relayée** par des leaders d'opinion et par certains médias. Cela est contreproductif et remet en question les efforts individuels ou collectif indispensable à la promotion d'une action collective pour faire triompher les valeurs et idéaux de respect et de compréhension mutuelle nécessaires à une coexistence pacifique des peuples et des civilisations.

**Je vous remercie de votre attention**